

# Le supermétro se fera malgré les surcoûts

Jean-Paul Huchon avait jeté un pavé dans la mare mardi en annonçant un surcoût de 10 Mds€ par rapport au budget initial. Mais les élus, de droite comme de gauche, tiennent au projet phare du Grand Paris.

Le premier coup de pioche est encore très loin d'avoir été donné. Et pourtant le projet du Grand Paris Express (le supermétro automatique qui doit relier les pôles de développement de l'Île-de-France à l'horizon 2025) semble déjà accumuler les retards. Au point que les plus pessimistes s'interrogent sur la faisabilité même du dossier.

Auditionné mardi à l'Assemblée nationale sur le sujet, Jean-Paul Huchon, le président (PS) du conseil régional, a relancé la polémique sur le financement de ce pharaonique projet. Le patron de la région — par ailleurs président du Syndicat des transports d'Île-de-France (Stif) qui doit réaliser une partie du futur supermétro — a estimé que la facture totale du chantier pourrait s'élever à 30 Mds€. Soit la « bagatelle »... de 10 Mds€ de plus que prévus dans l'accord-cadre signé en janvier 2011 entre l'Etat et la région.

**« La facture va augmenter. Mais cela n'entraînera que des retards dans le calendrier »**

**Yves Albarello, rapporteur du dossier Grand Paris à l'Assemblée**

La Société du Grand Paris (SGP) — l'organisme créé sous la présidence de Nicolas Sarkozy pour « piloter » la réalisation du supermétro — pourrait-elle faire face à un tel surcoût ? La SGP doit, en théorie, financer le projet (à hauteur de 20,5 Mds€) grâce à de nouvelles recettes fiscales, un recours à l'emprunt... et une dotation de l'Etat de 4 Mds€ dont le premier quart, qui devait être versé prochainement, a finalement disparu du budget 2013-2015 !

« Si le surcoût évoqué par Jean-Paul Huchon se confirme, il est urgent de



réinscrire ce milliard au budget 2013 », a indiqué hier Valérie Pécresse, chef de file de l'UMP au conseil régional, en s'inquiétant de l'avenir du Grand Paris Express.

« Ce projet, j'y crois. C'est la grande œuvre de ma vie », nous assurait hier Jean-Paul Huchon en soulignant qu'il avait annoncé un surcoût de 10 Mds€ uniquement pour des raisons stratégiques. « C'est pour éviter que quelqu'un de l'extérieur évoque le sujet et en profite pour conclure qu'il ne faudra pas faire le supermétro. Moi, je dis qu'il se fera et il n'y a même aucune raison de retarder le début des travaux. Après, il faudra se montrer très malin sur le phasage. »

A droite comme à gauche, les élus

des secteurs desservis par le futur supermétro affichaient hier le même optimisme. « L'estimation de 20,5 Mds€ datait de 2008. Depuis, il y a eu une inflation des coûts, mais aussi la création de gares d'interconnexion qui n'avaient pas été budgétées... La facture va effectivement augmenter. Mais cela n'entraînera que des retards dans le calendrier. La ligne rouge-sud, par exemple (NDR : 33 km de Pont-de-Sèvres, dans les Hauts-de-Seine, à Noisy), qui sera le premier tronçon réalisé, ne sera certainement pas livrée en 2018 comme prévu, mais plutôt en 2020 », indique Yves Albarello, député UMP de Seine-et-Marne et rapporteur du dossier Grand Paris à l'Assemblée.

## LES CLÉS

**200 km.** La longueur des 4 lignes du futur supermétro qui s'étaleront autour de Paris. 90 % du parcours sera construit en souterrain et 72 gares (dont 57 nouvelles constructions) sont prévues sur l'ensemble du réseau.

**2 millions de voyageurs.**

La fréquentation quotidienne de l'ensemble des branches du Grand Paris Express qui pourrait être atteinte quand l'ensemble du réseau sera mis en service.

**2025.** La date de mise en service du supermétro lors du lancement du projet du Grand Paris. Le premier tronçon, qui devait être construit pour 2018, subira sans doute deux ans de retard.

**30 Mds€.** La facture totale du supermétro. Estimée à 20,5 milliards en 2008, elle pourrait être réévaluée de 50 %.

Au cabinet de Cécile Duflot, la ministre chargée du dossier Grand Paris, on se refuse en revanche à commenter les annonces de Jean-Paul Huchon. Opposée au supermétro, trop « budgétivore », lorsqu'elle siégeait avec les élus verts à la région, la ministre a depuis assuré qu'elle mènerait le dossier à son terme. Le rapport Auzannet, censé proposer des pistes et un nouveau calendrier pour que le projet reste dans l'enveloppe budgétaire initiale, lui sera remis dans les tout prochains jours.